



États financiers intermédiaires non audités

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2011

Les présents États financiers intermédiaires non audités ne contiennent pas le Rapport intermédiaire de la direction sur le rendement du Fonds (« RDRF ») du fonds de placement. Vous pouvez obtenir un exemplaire du RDRF intermédiaire gratuitement en téléphonant au numéro sans frais 1-800-387-0615, en écrivant à Corporation Financière Mackenzie, 180, rue Queen Ouest, Toronto, Ontario M5V 3K1, en visitant notre site Web à l'adresse www.mackenziefinancial.com ou celui de SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Des exemplaires des états financiers annuels ou du RDRF annuel peuvent aussi être obtenus gratuitement des façons décrites ci-dessus.

Les porteurs de titres peuvent également communiquer avec nous de ces façons pour demander un exemplaire des politiques et procédures de vote par procuration, du dossier de divulgation des votes par procuration ou de la présentation d'informations trimestrielles sur le portefeuille du fonds de placement.

AVIS DE NON-AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

Corporation Financière Mackenzie, le gérant du Fonds, nomme des auditeurs indépendants pour auditer les états financiers annuels du Fonds. Conformément aux lois sur les valeurs mobilières du Canada (Norme canadienne 81-106), si un auditeur n'a pas revu les états financiers intermédiaires, cela doit être divulgué dans une note complémentaire.

Les auditeurs indépendants du Fonds n'ont pas revu les présents États financiers intermédiaires conformément aux normes établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

FONDS D'OBLIGATIONS D'ÉTAT À COURT TERME MACKENZIE SENTINELLE



ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES NON AUDITÉS | 30 septembre 2011

REVENU FIXE CANADIEN À COURT TERME

ÉTATS DE L'ACTIF NET

En milliers (sauf les montants par titre)

	30 septembre 2011	31 mars 2011 (audités)
	\$	\$
Actif		
Placements à la juste valeur	3 341	2 846
Trésorerie et placements à court terme	1 423	192
Intérêts courus et dividendes à recevoir	28	22
Sommes à recevoir pour titres vendus	–	–
Souscriptions à recevoir	–	–
	4 792	3 060
Passif		
Sommes à payer pour titres achetés	1	–
Rachats à payer	2	5
Frais d'exploitation à payer	–	–
	3	5
Actif net	4 789	3 055
Actif net par série (note 2)		
Série A	4 230	2 307
Série F	559	748
Actif net par titre (note 2)		
Série A	10,14	9,86
Série F	10,18	9,91

ÉTATS DES RÉSULTATS

Pour les périodes terminées les 30 septembre (note 1)

En milliers (sauf les montants par titre)

	2011 \$	2010 \$
Revenu		
Intérêts	47	40
Produits provenant du prêt de titres	–	–
	47	40
Charges (note 4)		
Frais de gestion	20	15
Frais d'administration	4	3
Frais du Comité d'examen indépendant	–	–
Intérêts débiteurs	–	–
	24	18
Revenu net (perte nette) de placement avant les charges remboursées et absorbées	23	22
Charges remboursées et absorbées	–	–
Revenu net (perte nette) de placement pour la période	23	22
Gain (perte) réalisé(e) à la vente de placements	20	1
Variation de la plus-value (moins-value) non réalisée	71	20
Coûts de transaction	(1)	–
Gain net (perte nette) sur les placements	90	21
Augmentation (diminution) de l'actif net liée aux activités d'exploitation	113	43
Augmentation (diminution) de l'actif net liée aux activités d'exploitation par série		
Série A	90	36
Série F	23	7
Augmentation (diminution) liée aux activités d'exploitation par titre		
Série A	0,33	0,15
Série F	0,34	0,16

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

Pour les périodes terminées les 30 septembre (note 1)
En milliers

	2011	2010	2011	2010	2011	2010
	Série A		Série F		Total	
	\$		\$		\$	
Actif net, au début	2 307	1 958	748	325	3 055	2 283
Augmentation (diminution) de l'actif net liée aux activités d'exploitation	90	36	23	7	113	43
Distributions aux porteurs de titres :						
Revenu de placement	(18)	(18)	(6)	(4)	(24)	(22)
Gains en capital	–	–	–	–	–	–
Total des distributions aux porteurs de titres	(18)	(18)	(6)	(4)	(24)	(22)
Opérations sur les titres :						
Produit de l'émission de titres	2 396	1 070	120	419	2 516	1 489
Réinvestissement des distributions	18	18	6	4	24	22
Valeur des titres rachetés	(563)	(393)	(332)	(25)	(895)	(418)
Total des opérations sur les titres	1 851	695	(206)	398	1 645	1 093
Augmentation (diminution) totale de l'actif net	1 923	713	(189)	401	1 734	1 114
Actif net, à la fin	4 230	2 671	559	726	4 789	3 397
Augmentation (diminution) des titres du Fonds (note 5) :	Titres	Titres	Titres	Titres		
Titres en circulation, au début	234	198	75	33		
Émis	237	109	12	43		
Réinvestissement des distributions	2	2	1	–		
Rachetés	(56)	(40)	(33)	(3)		
Titres en circulation, à la fin	417	269	55	73		



ÉTAT DES PLACEMENTS

Au 30 septembre 2011

	Pays	Secteur	Valeur nominale	Coût moyen \$ (en milliers)	Juste valeur \$ (en milliers)
OBLIGATIONS					
Fiducie du Canada pour l'habitation N° 1, taux variable 15-09-2016	Canada	Gouvernement fédéral	100 000	100	99
Fiducie du Canada pour l'habitation 2,75 % 15-06-2016	Canada	Gouvernement fédéral	2 100 000	2 139	2 202
Financement-Québec, taux variable 02-06-2016	Canada	Gouvernements provinciaux	500 000	496	496
Province de la Colombie-Britannique 5,75 % 09-01-2012	Canada	Gouvernements provinciaux	300 000	322	304
La Banque Toronto-Dominion 2,65 % 01-04-2016	Canada	Adossées à des créances hypothécaires	233 286	230	240
Total des obligations				3 287	3 341
Coûts de transaction				—	—
Total des placements				3 287	3 341
Trésorerie et placements à court terme					1 423
Autres éléments d'actif moins le passif					25
Total de l'actif net					4 789

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. L'information fournie dans les présents états financiers et dans les notes complémentaires se rapporte aux 30 septembre 2011 et 2010 ou aux périodes de six mois terminées à ces dates, à l'exception des données comparatives présentées dans les états de l'actif net et dans les notes complémentaires, lesquelles se rapportent au 31 mars 2011, selon le cas. Pour l'exercice au cours duquel un fonds ou une série est établi(e) ou rétabli(e), l'information fournie se rapporte à la période allant de la date d'établissement ou de rétablissement à la date marquant la fin de l'exercice en question. Se reporter à la note 8 pour la date de constitution du Fonds et la date d'établissement de chacune des séries.

Corporation Financière Mackenzie (« Mackenzie ») est le gérant du Fonds et appartient à cent pour cent à Société financière IGM Inc., une filiale de la Corporation Financière Power, elle-même filiale de Power Corporation du Canada. La Great-West, compagnie d'assurance-vie, la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie et La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (collectivement, les « sociétés d'assurances affiliées ») appartiennent à cent pour cent à Great-West Lifeco Inc., elle aussi filiale de Corporation Financière Power. Les placements effectués dans des sociétés du groupe de sociétés Power sont identifiés dans l'état des placements.

Le Fonds est autorisé à émettre un nombre illimité de parts (désignées en tant que « titre » ou « titres ») de séries multiples. Les séries du Fonds sont offertes à la vente aux termes d'un prospectus simplifié ou aux termes d'options de distribution avec dispense de prospectus.

2. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada et suivent les mêmes conventions comptables et méthodes d'exécution que celles utilisées dans la préparation des états financiers annuels. Les PCGR exigent de la direction qu'elle fasse des estimations et qu'elle pose des hypothèses ayant une incidence sur les montants, principalement l'évaluation des placements, déclarés dans les états financiers. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

a) Évaluation

Conformément au chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir » (le « chapitre 3862 ») du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (l'« ICCA »), tous les instruments financiers évalués et comptabilisés à la juste valeur sont classés dans un des trois niveaux qui distinguent les évaluations de la juste valeur en fonction des données sur lesquelles les évaluations sont fondées. Ces classements sont présentés à la note 8.

La juste valeur des placements à la fin de la période comptable est déterminée comme suit :

Les placements dans des titres cotés à une Bourse des valeurs mobilières ou négociés sur un marché hors cote sont évalués selon leur cours acheteur à la clôture. Si aucun cours acheteur à la clôture n'est disponible, le titre est évalué selon le cours de la dernière vente ou de clôture. Les titres de fonds communs d'un fonds sous-jacent sont évalués un jour ouvrable au cours calculé par le gérant de ce fonds sous-jacent, conformément à ses actes constitutifs. Les titres non cotés ou non négociés à une Bourse et les titres dont le cours acheteur de clôture ou le cours de la dernière vente ou de clôture ne sont pas disponibles ou les titres pour lesquels les cours boursiers, de l'avis de Mackenzie, sont inexacts ou incertains, ou ne reflètent pas tous les renseignements importants disponibles, sont évalués à leur juste valeur, laquelle sera déterminée par Mackenzie à l'aide de techniques d'évaluation appropriées et acceptées par le secteur, y compris des modèles d'évaluation. La juste valeur d'un titre déterminée à l'aide de modèles d'évaluation exige l'utilisation de facteurs et d'hypothèses fondés sur les données observables sur le marché, notamment la volatilité et les autres taux ou prix applicables. Dans des cas limités, la juste valeur d'un titre peut être déterminée grâce à des techniques d'évaluation qui ne sont pas appuyées par des données observables sur le marché. Le coût des placements est calculé en fonction d'un coût moyen pondéré.

Les billets à court terme sont évalués en fonction du cours acheteur de clôture. Si le cours acheteur de clôture n'est pas disponible, ces billets à court terme sont évalués au coût plus les intérêts courus, ce qui se rapproche de la juste valeur. Les billets à court terme détenus par le Fonds sont présentés dans les états de l'actif net, au poste Trésorerie et placements à court terme.

Les autres actifs et passifs sont comptabilisés au coût étant donné leur courte durée et leur coût se rapproche de la juste valeur.

b) Constatation des opérations et du revenu de placement

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de transaction. Le revenu de placement est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les intérêts créditeurs sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de la période. Les dividendes sont cumulés à compter de la date ex-dividende. Les gains ou pertes à la vente de placements, lesquels comprennent les gains ou pertes de change sur ces placements, sont établis selon la méthode du coût moyen. Les distributions reçues d'un fonds sous-jacent sont comprises dans les revenus d'intérêts ou de dividendes, ou dans le gain (la perte) réalisé(e) à la vente de placements, selon le cas.

Le revenu, les gains (pertes) réalisé(e)s et non réalisé(e)s sont répartis quotidiennement et proportionnellement entre les séries.

Les coûts de transaction associés à l'achat ou à la vente de placements sont passés en charges et inclus dans les états des résultats au poste Coûts de transaction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

2. Principales méthodes comptables (suite)

c) Opérations sur les instruments dérivés

Certains fonds peuvent avoir recours à des instruments dérivés (comme les options, les contrats à terme standardisés ou de gré à gré, les swaps ou les instruments dérivés synthétiques) en guise de couverture contre les pertes occasionnées par des fluctuations des cours des titres, des taux d'intérêt ou des taux de change. Certains fonds peuvent également avoir recours à des instruments dérivés à des fins autres que de couverture afin d'effectuer indirectement des placements dans des titres ou des marchés financiers, de s'exposer à d'autres devises, de chercher à générer des revenus supplémentaires ou à toute autre fin considérée comme appropriée par le ou les portefeuillistes de chaque fonds, pourvu que cela soit compatible avec les objectifs de placement de chaque fonds. Les instruments dérivés doivent être utilisés conformément à la législation canadienne sur les organismes de placement collectif, sous réserve des dispenses accordées aux fonds par les organismes de réglementation. Pour de plus amples renseignements à cet égard, notamment sur les modalités de telles dispenses, se reporter à la rubrique « Dispenses aux termes du Règlement 81-102 » de la notice annuelle de chaque fonds.

L'évaluation des instruments dérivés est effectuée quotidiennement, au moyen des sources usuelles d'information provenant des Bourses pour les instruments dérivés cotés en Bourse et des demandes précises auprès des courtiers relativement aux instruments dérivés hors cote.

La valeur des contrats à terme représente le gain ou la perte qui serait réalisé(e) si, à la date d'évaluation, les positions détenues étaient liquidées. La variation de cette valeur est incluse dans les états des résultats au poste Variation de la plus-value (moins-value) non réalisée.

La valeur des contrats à terme standardisés ou des swaps fluctue quotidiennement; les règlements au comptant effectués tous les jours par le Fonds, le cas échéant, représentent les gains ou les pertes non réalisées, calculés à la valeur de marché. Ces gains ou pertes non réalisé(e)s sont inscrits et comptabilisés de cette manière jusqu'à ce que le Fonds liquide le contrat ou que le contrat arrive à échéance. La marge versée ou reçue au titre des contrats à terme standardisés ou des swaps figure en tant que créance dans les états de l'actif net au poste Couverture sur contrats à terme standardisés. Toute modification de l'exigence en matière de marge est rajustée quotidiennement.

Les primes reçues à la souscription d'options sont incluses aux états de l'actif net à titre de passif et sont par la suite ajustées quotidiennement à leur juste valeur. Si une option souscrite vient à échéance sans avoir été exercée, la prime reçue est inscrite à titre de gain réalisé. Lorsqu'une option d'achat souscrite est exercée, l'écart entre le produit de la vente plus la valeur de la prime et le coût du titre est inscrit à titre de gain ou de perte réalisé. Lorsqu'une option de vente souscrite est exercée, le coût du titre correspond au prix d'exercice de l'option moins la prime obtenue.

Les gains et les pertes réalisé(e)s sur les instruments dérivés utilisés à titre de couverture économique particulière sont comptabilisés de la même manière que les placements sous-jacents couverts. Les gains ou pertes réalisé(e)s sur les instruments dérivés qui ne sont pas utilisés à titre de couverture économique particulière, mais qui sont plutôt utilisés pour accéder à un marché donné, sont inclus dans les états des résultats au poste Gain (perte) sur les instruments dérivés.

Se reporter au tableau des instruments dérivés et au tableau des options sur actions, le cas échéant, compris dans l'état des placements pour la liste des instruments dérivés et des options au 30 septembre 2011.

d) Opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres

Certains fonds sont autorisés à effectuer des opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres, tel qu'il est défini dans le prospectus simplifié du Fonds. Ces opérations s'effectuent par l'échange temporaire de titres contre des biens donnés en garantie comportant l'engagement de rendre les mêmes titres à une date ultérieure. La valeur des espèces ou des titres détenus en garantie doit équivaloir à au moins 102 % de la juste valeur des titres prêtés, vendus ou achetés. Le revenu tiré de ces opérations se présente sous forme de frais réglés par la contrepartie et, dans certains cas, sous forme d'intérêts sur les espèces ou les titres détenus en garantie. Le revenu tiré de ces opérations est inscrit selon la méthode de la comptabilité d'exercice et inclus dans les états des résultats au poste Produit provenant du prêt de titres.

e) Opérations en devises

Les acquisitions et les ventes de placements en devises ainsi que les dividendes et les intérêts créditeurs et débiteurs en devises ont été convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur au moment de l'opération.

Les gains (pertes) de change à l'achat ou à la vente de devises sont comptabilisé(e)s dans les états des résultats au poste Gain (perte) réalisé(e) à la vente de placements.

La juste valeur des placements ainsi que des autres actifs et passifs libellés en devises a été convertie en dollars canadiens au taux de change en vigueur chaque jour ouvrable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

2. Principales méthodes comptables (suite)

f) Actif net par titre

L'actif net par titre est calculé au moyen de la division de l'actif net attribuable à une série de titres un jour ouvrable donné par le nombre total de titres de la série en circulation ce jour-là.

g) Valeur liquidative par titre

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM ») ont modifié leurs règlements en date du 8 septembre 2008 de façon à ce que la valeur liquidative quotidienne d'un fonds de placement puisse être calculée sans tenir compte des PCGR. La différence entre la valeur liquidative et l'actif net (tel qu'il est présenté dans les états financiers) tient principalement au fait que les titres sont évalués au cours acheteur aux fins de la préparation des états financiers, tandis que la juste valeur des titres est généralement évaluée selon le cours de clôture aux fins du calcul de la valeur liquidative. Se reporter à la note 8 pour la valeur liquidative par titre du Fonds.

h) Augmentation (diminution) liée aux activités d'exploitation par titre

L'augmentation (la diminution) liée aux activités d'exploitation par titre figurant dans les états des résultats représente l'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités d'exploitation attribuable à la série pour la période, divisée par le nombre moyen pondéré de titres en circulation au cours de la période.

3. Impôts sur les bénéfices

Le Fonds est admissible à titre de fiducie de fonds commun de placement en vertu des dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Par conséquent, il est assujéti à l'impôt pour ce qui est de ses bénéfices, y compris le montant net des gains en capital réalisés pour l'année d'imposition, qui ne sont ni payés ni à payer à ses porteurs de titres à la fin de l'année d'imposition. Le Fonds entend distribuer la totalité de son bénéfice net et une partie suffisante du montant net des gains en capital réalisés de sorte à n'être assujéti à aucun impôt sur les bénéfices autre que les impôts étrangers retenus à la source, le cas échéant.

Les pertes du Fonds ne peuvent être attribuées aux investisseurs et sont conservées par le Fonds pour des exercices futurs. Les pertes autres qu'en capital subies en 2006 et ultérieurement peuvent être reportées jusqu'à 20 ans et les pertes autres qu'en capital subies avant 2006 peuvent être reportées jusqu'à 10 ans, afin de réduire le bénéfice imposable et les gains en capital réalisés au cours d'exercices futurs. Les pertes en capital peuvent être reportées prospectivement indéfiniment afin de réduire les gains en capital réalisés au cours d'exercices futurs. Se reporter à la note 8 pour le report prospectif de pertes du Fonds.

4. Frais de gestion et frais d'exploitation

Mackenzie reçoit des frais de gestion pour la gestion du portefeuille de placements, l'analyse des placements, la formulation de recommandations et la prise de décisions quant aux placements ainsi que la prise de dispositions de courtage pour l'achat et la vente de titres en portefeuille et la conclusion d'ententes avec des courtiers inscrits pour l'achat et la vente de titres du Fonds par des investisseurs. Les frais de gestion sont calculés pour chaque série de titres du Fonds selon un pourcentage annuel fixe de la valeur liquidative quotidienne de la série.

Chaque série du Fonds se voit imputer des frais d'administration annuels à taux fixe, comprenant tout ajustement relatif à la période de mise en œuvre (les « frais d'administration »), selon le cas, et en retour, Mackenzie prend en charge tous les frais d'exploitation du Fonds autres que certains frais précis associés au Fonds. Les frais d'administration sont calculés sur chaque série de titres du Fonds en tant que pourcentage annuel fixe de la valeur liquidative quotidienne de la série.

Les autres frais associés au Fonds comprennent les impôts (y compris, mais sans s'y limiter, la TPS/TVH et l'impôt sur les bénéfices), les intérêts et les coûts d'emprunt, les frais et charges du Comité d'examen indépendant des fonds Mackenzie, tous les nouveaux frais associés aux services externes qui n'étaient pas généralement facturés dans le secteur canadien des fonds communs de placement avant le 15 juin 2007, ainsi que les coûts engagés pour respecter les nouvelles exigences réglementaires après le 15 juin 2007.

Mackenzie peut renoncer aux frais de gestion et d'administration ou les absorber à son gré et supprimer la renonciation ou l'absorption de ces frais en tout temps sans préavis. Se reporter à la note 8 pour les taux des frais de gestion et d'administration imputés à chaque série de titres.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

5. Capital du Fonds

Le capital du Fonds est réparti entre les différentes séries, lesquelles comportent chacune un nombre illimité de titres. Les titres en circulation du Fonds aux 30 septembre 2011 et 2010 ainsi que les titres qui ont été émis, réinvestis et rachetés au cours de la période sont présentés dans les états de l'évolution de l'actif net. Mackenzie gère le capital du Fonds conformément aux objectifs de placement abordés à la note 8.

6. Risques découlant des instruments financiers

i. Exposition au risque et gestion du risque

Les activités de placement du Fonds l'exposent à divers risques financiers, tels qu'ils sont définis au chapitre 3862. L'exposition du Fonds aux risques financiers est concentrée dans ses placements, lesquels sont présentés dans l'état des placements au 30 septembre 2011, regroupés par type d'actif, région géographique et secteur.

Mackenzie cherche à atténuer les éventuelles répercussions néfastes de ces risques sur le rendement du Fonds par l'embauche de conseillers en portefeuille professionnels et expérimentés, par la surveillance quotidienne des positions du Fonds et des événements du marché ainsi que par la diversification du portefeuille de placements en respectant les contraintes des objectifs de placement du Fonds; elle peut aussi, le cas échéant, avoir recours à des instruments dérivés à titre de couverture de certains risques. Pour faciliter la gestion des risques, Mackenzie maintient également une structure de gouvernance dont le rôle consiste à superviser les activités de placement du Fonds et à s'assurer de la conformité avec la stratégie de placement établie du Fonds, les directives internes et la réglementation des valeurs mobilières.

ii. Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité est le risque que le Fonds éprouve des difficultés à respecter ses obligations financières au fur et à mesure qu'elles deviennent exigibles. Le Fonds est exposé au risque d'illiquidité en raison des rachats potentiels quotidiens en espèces de titres rachetables. Conformément à la réglementation sur les valeurs mobilières, le Fonds doit conserver au moins 90 % de son actif dans des placements liquides (c.-à-d. des placements pouvant être facilement vendus). En outre, le Fonds maintient des positions de trésorerie et de placements à court terme suffisantes pour assurer une liquidité adéquate. Le Fonds peut également emprunter jusqu'à concurrence de 5 % de la valeur de son actif net pour financer ses rachats.

iii. Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur des instruments financiers libellés en monnaie autre que le dollar canadien, qui est la monnaie de présentation du Fonds, fluctue en raison de variations des taux de change. La note 8 résume l'exposition du Fonds au risque de change, si cette dernière s'applique et est considérable.

iv. Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers portant intérêt fluctue en fonction des variations des taux d'intérêt du marché en vigueur. Les éléments de trésorerie et les placements à court terme n'exposent pas le Fonds à des niveaux élevés de risque de taux d'intérêt. La note 8 résume l'exposition du Fonds au risque de taux d'intérêt, si cette dernière s'applique et est considérable.

v. Autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la valeur des instruments financiers fluctue en fonction des variations des cours du marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations découlent de facteurs propres à un placement individuel, à son émetteur ou d'autres facteurs ayant une incidence sur tous les instruments négociés sur un marché ou un segment du marché. Tous les placements présentent un risque de perte en capital. Ce risque est géré grâce à une sélection minutieuse de placements et d'autres instruments financiers conformes à la stratégie de placement. À l'exception des options souscrites et des contrats à terme standardisés, le risque maximal découlant des instruments financiers équivaut à leur juste valeur. Le risque maximal de perte sur les options souscrites et les positions acheteur sur contrats à terme standardisés équivaut à leurs notionnels. En outre, dans le cas de positions vendeur sur contrats à terme standardisés, la perte pour le Fonds continue d'augmenter, sans limite, au fur et à mesure que la juste valeur de l'intérêt sous-jacent augmente. Toutefois, les options souscrites sont utilisées dans le cadre du processus global de gestion des placements afin de gérer le risque provenant des placements sous-jacents et n'augmentent généralement pas le risque de perte global du Fonds. La note 8 résume l'exposition du Fonds à l'autre risque de prix, si cette dernière s'applique et est considérable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

6. Risques découlant des instruments financiers (suite)

vi. Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie à un instrument financier ne s'acquitte pas d'une obligation ou d'un engagement pris envers le Fonds. La note 8 résume l'exposition du Fonds au risque de crédit, si cette dernière s'applique et est considérable.

Toutes les opérations sur titres cotés sont effectuées par des courtiers approuvés. Afin de réduire la possibilité d'un défaut de règlement, la livraison des titres vendus se fait simultanément contre paiement, quand les pratiques du marché le permettent, au moyen d'un dépôt central ou d'une agence de compensation et de dépôt lorsque c'est la façon de procéder.

La valeur comptable des placements et des autres actifs représente l'exposition maximale au risque de crédit aux 30 septembre et 31 mars 2011.

Certains fonds peuvent effectuer des opérations de prêt sur titres avec d'autres parties et certains fonds peuvent être exposés au risque de crédit découlant des contreparties aux instruments dérivés utilisés par les fonds. Le risque de crédit associé à ces opérations est jugé minime puisque toutes les contreparties ont une cote de solvabilité équivalente à une cote de crédit Standard & Poor's d'au moins A-1 (faible) pour la dette à court terme et de A pour la dette à long terme.

vii. Fonds sous-jacents

Certains fonds qui investissent dans des fonds sous-jacents peuvent être exposés indirectement au risque de change, au risque de taux d'intérêt, à l'autre risque de prix et au risque de crédit en raison des fluctuations de la valeur des instruments financiers détenus par les fonds sous-jacents. La note 8 résume l'exposition du Fonds à ces risques provenant des fonds sous-jacents, si cette dernière s'applique et est considérable.

7. Normes comptables futures

Tel qu'il a été confirmé précédemment par le Conseil des normes comptables (le « CNC ») du Canada, la plupart des entités canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes ont adopté les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board, le 1^{er} janvier 2011. Toutefois, le CNC permet à la plupart des fonds communs de placement de reporter l'adoption des IFRS jusqu'aux exercices commençant le 1^{er} janvier 2013 ou après. Par conséquent, le Fonds adoptera les IFRS pour son exercice commençant le 1^{er} avril 2013 et publiera ses premiers états financiers conformément aux IFRS, ainsi que des données comparatives, pour la période intermédiaire qui se terminera le 30 septembre 2013.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

8. Renseignements propres au Fonds (en milliers, sauf pour a))

a) Constitution du Fonds et renseignements sur les séries

Date de constitution 20 mai 2009

Le Fonds peut émettre un nombre illimité de titres de chaque série. Le nombre de titres de chaque série qui ont été émis et qui sont en circulation est présenté dans les états de l'évolution de l'actif net.

Les titres de série A sont offerts aux particuliers qui investissent un minimum de 500 \$.

Les titres de série F sont offerts aux investisseurs qui participent à un programme de services rémunérés à l'acte ou de comptes intégrés parrainé par le courtier, qui sont assujettis à des frais établis en fonction de l'actif plutôt qu'à des commissions pour chaque opération et qui investissent un minimum de 500 \$; ils sont également proposés aux employés de Mackenzie et de ses filiales, et aux administrateurs de Mackenzie.

Un investisseur dans le Fonds peut choisir parmi différents modes de souscription offerts au sein de chaque série. Ces modes de souscription comprennent le mode de souscription avec frais d'acquisition, le mode de souscription avec frais de rachat et le mode de souscription avec frais modérés. Les frais dans le cadre du mode de souscription avec frais d'acquisition sont négociés entre l'investisseur et son courtier. Les frais dans le cadre du mode de souscription avec frais de rachat ou avec frais modérés sont payables à Mackenzie si un investisseur procède au rachat de ses titres du Fonds au cours de périodes précises. Les séries du Fonds ne sont pas toutes offertes dans le cadre de chaque mode de souscription et les frais dans le cadre de chaque mode de souscription peuvent varier selon la série. Pour de plus amples renseignements sur ces modes de souscription, veuillez vous reporter au prospectus simplifié du Fonds.

Série	Date d'établissement/ de rétablissement	Frais de gestion	Frais d'administration	Valeur liquidative par titre (\$)	
				30 septembre 2011	31 mars 2011
Série A	18 juin 2009	1,10 %	0,23 %	10,14	9,87
Série F	21 juin 2009	0,85 %	0,23 %	10,18	9,91

b) Reports prospectifs de pertes

À la fin de la dernière année d'imposition, le Fonds avait des pertes en capital de 15 \$ qui peuvent être reportées prospectivement indéfiniment afin de réduire les gains en capital réalisés au cours d'exercices futurs. Aucune perte autre qu'en capital n'était disponible pour un report prospectif aux fins de l'impôt.

c) Prêt de titres

Au 30 septembre 2011 et au 31 mars 2011, aucune opération de prêt, de mise en pension ou de prise en pension de titres n'avait eu lieu.

d) Risques découlant des instruments financiers

i. Exposition au risque et gestion du risque

Le Fonds vise un revenu à court terme en investissant principalement dans des titres à revenu fixe à court terme de grande qualité émis par le gouvernement du Canada. Le Fonds a recours à un style de placement axé sur la valeur. Il peut aussi investir dans des titres à revenu fixe émis par des gouvernements étrangers. Il peut consacrer jusqu'à 30 % de son actif aux placements étrangers.

ii. Risque de change

Au 30 septembre 2011 et au 31 mars 2011, le Fonds n'avait aucune exposition importante au risque de change.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

8. Renseignements propres au Fonds (en milliers, sauf pour a)) (suite)

d) Risques découlant des instruments financiers (suite)

iii. Risque de taux d'intérêt

Le tableau ci-après résume l'exposition du Fonds au risque de taux d'intérêt découlant de ses placements en obligations selon la durée jusqu'à l'échéance.

	30 septembre 2011	31 mars 2011
Obligations	(\$)	(\$)
Moins de 1 an	304	310
1 an à 5 ans	3 037	1 987
5 à 10 ans	–	549
Plus de 10 ans	–	–
Total	3 341	2 846

Au 30 septembre 2011, si les taux d'intérêt en vigueur avaient connu une hausse ou une baisse de 1 %, la courbe des taux évoluant en parallèle et toute autre variable demeurant constante, l'actif net aurait diminué ou augmenté d'environ 134 \$ ou 2,8 % du total de l'actif net (99 \$ ou 3,2 % au 31 mars 2011). En pratique, les résultats réels de négociation peuvent différer et l'écart pourrait être important.

iv. Autre risque de prix

Au 30 septembre 2011 et au 31 mars 2011, le Fonds n'avait aucune exposition importante aux risques de prix autres que ceux décrits ailleurs aux présentes.

v. Risque de crédit

Pour ce Fonds, la plus forte concentration du risque de crédit se trouve dans les titres de créance tels que les obligations. La juste valeur des titres de créance tient compte de la solvabilité de l'émetteur de ces titres. L'exposition maximale à tout émetteur de titres de créance au 30 septembre 2011 était de 48,0 % de l'actif net du Fonds (66,6 % au 31 mars 2011).

Au 30 septembre 2011 et au 31 mars 2011, les titres de créance par cote de crédit étaient les suivants :

	30 septembre 2011	31 mars 2011
Cote*	Pourcentage du total des obligations (%)	Pourcentage du total des obligations (%)
AAA	76,1	71,5
AA	9,1	10,9
A	14,8	17,6
BBB	–	–
Moins de BBB	–	–
Sans cote	–	–
Total	100,0	100,0

*Les cotes de crédit et les catégories de crédit sont basées sur les cotes de DBRS (ou sur des cotes équivalentes émises par d'autres agences de notation approuvées)



NOTES COMPLÉMENTAIRES

8. Renseignements propres au Fonds (en milliers, sauf pour a)) (suite)

e) Classement de la juste valeur

Le tableau ci-après résume la juste valeur des instruments financiers du Fonds selon la hiérarchie de la juste valeur suivante :

Niveau 1 – Prix non rajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 – Données autres que les prix cotés qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement, soit indirectement;

Niveau 3 – Données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

	30 septembre 2011				31 mars 2011			
	Niveau 1 (\$)	Niveau 2 (\$)	Niveau 3 (\$)	Total (\$)	Niveau 1 (\$)	Niveau 2 (\$)	Niveau 3 (\$)	Total (\$)
Obligations	–	3 341	–	3 341	–	2 846	–	2 846
Total des placements	–	3 341	–	3 341	–	2 846	–	2 846
Placements à court terme	–	1 423	–	1 423	–	192	–	192
Total	–	4 764	–	4 764	–	3 038	–	3 038

Au cours de la période, aucun transfert important n'a eu lieu entre le niveau 1 et le niveau 2.